

s'imaginent qu'un gouvernement responsable d'un tel état de choses est assez bon pour le pays. Nous, libéraux, nous avons des visées plus hautes, plus de foi et plus de confiance dans le Canada. Parce qu'on l'a prouvé avant que le présent gouvernement arrive au pouvoir, nous savons que le Canada est capable de grandes réalisations et que notre économie pourrait faire l'envie du monde entier. Il en a déjà été ainsi et c'est encore possible, et nous connaissons cet heureux état de choses avec un gouvernement nouveau.

Cependant, le discours du trône affirme avec suffisance et satisfaction que, grâce au gouvernement actuel, notre économie remonte la pente. Eh bien! je me réjouis de cette déclaration. Elle clarifie la situation. Le gouvernement s'attribue le mérite de la relance économique que nous avons connue. A mon avis, cette relance n'est pas de celles dont un gouvernement puisse s'enorgueillir, mais laissons nos dirigeants actuels s'en féliciter tout à leur aise. Rappelons-leur, toutefois, que s'ils revendiquent le mérite d'avoir fait de notre économie ce qu'elle est présentement, ils doivent assumer la responsabilité de notre économie à d'autres périodes également. S'ils veulent que les Canadiens croient que c'est grâce à eux que le chômage n'est pas aussi élevé que l'année dernière, qui peut-on tenir responsable alors du degré qu'il atteignait avant et qu'il conserve encore? Monsieur l'Orateur, les choses sont tout à fait claires à présent. Le gouvernement estime pouvoir se flatter de l'état actuel de notre économie. De son propre aveu, il est responsable non seulement de ses déclarations mais aussi des faits, que les Canadiens n'ignorent pas. Le ralentissement économique, la baisse de notre production par personne, le chômage chronique, le manque à produire, le manque d'emplois, voilà les faits que tous les Canadiens connaissent et qui sont autant d'échecs ayant marqué les années que nous avons perdues sous un régime tory. Voilà le prix de notre stagnation durant ces années.

Ce qu'on ne peut mesurer c'est la déception, la perte de dignité humaine, la baisse d'ambition chez ceux qui, faute d'un emploi, n'ont pu participer au peu d'expansion que nous avons eue. Toutefois, nous pouvons calculer ce que ces pertes représentent en argent. Pour cela, il suffit de retenir les 900 millions de dollars versés par la caisse d'assurance-chômage; les 250 millions dépensés par le gouvernement fédéral au titre de l'assistance-chômage; les 5 milliards en biens et services perdus en 1961 pour cause de chômage, soit plus de 100 millions par semaine.

Puis-je continuer à rappeler les faits tels qu'ils sont. On m'a demandé d'énoncer ces

[L'hon. M. Pearson.]

faits et je suis heureux de le faire. Les dépenses augmentent sans cesse, à tel point qu'au cours des huit premiers mois de 1961 seulement, elles ont augmenté de 8.9 p. 100. Le ministre des Finances a prêté en juin dernier qu'elles augmenteraient de 7 p. 100. Les recettes ont enregistré une hausse de 1.9 p. 100 seulement, alors que le ministre avait prévu qu'elles s'accroîtraient de 2.6 p. 100.

Autre fait indiscutable, sous le régime libéral, de 1946 à 1957, la dette nationale a baissé de 2.4 millions de dollars tandis qu'au cours de quatre ans et demi d'un gouvernement tory elle a augmenté de près de 2 milliards. N'allez pas croire les porte-parole tories qui vous disent, d'année en année, que la dette nationale diminue par tête d'habitant, car ce n'est pas le cas. En 1957, elle était de \$664 par habitant; en mars 1961, elle était de \$688 par habitant. J'appelle l'attention du premier ministre sur ces chiffres.

Autre fait brutal, c'est que les impôts ont augmenté en même temps que les déficits. Quand les tories prétendent le contraire, c'est qu'ils veulent nous faire croire à un conte de fées. Ceux qui essaient de nous tromper à cet égard ne doivent pas avoir la conscience tranquille. Évidemment, le premier ministre avait promis de réduire les impôts, et nous nous souvenons de cette promesse. Or, en réalité, depuis qu'il est au pouvoir, le gouvernement a augmenté les impôts de plus de 150 millions de dollars par année. Au cours de la dernière année financière, bien que le chiffre de notre population eût augmenté d'un quart de million, et malgré un déficit énorme, l'impôt par habitant est passé de 12 à 190 dollars. Le premier ministre avait dit qu'il réduirait les impôts de 120 dollars par famille; or, au contraire, il les a augmentés de 36 dollars.

Puis il y a cette morne succession, si déprimante, de déficits, dont aucun n'avait été prêté par le ministre sous la forme dans laquelle il s'est présenté, y compris le déficit de cette année...

L'hon. M. Fleming: Ni sous la forme que vous-même et vos amis aviez prédite.

L'hon. M. Pearson: ...qui, ainsi qu'on nous le dit, se situe entre 600 et 700 millions de dollars, et cela à un moment qu'il a dépeint comme une période d'expansion et de relèvement. Si nous mettons 700 millions de dollars de déficit pour cette année, ce sera bien la moyenne entre son minimum et son maximum. Voilà la situation. Voilà les faits. Voilà ce qu'il nous en coûte, et je cite les déficits budgétaires comme suit: Pour 1958, on relève 38 millions et demi de dollars; 609 millions et demi de dollars pour 1959; 413 millions de dollars en 1960, et 300 millions en 1961. En 1962, nous avons 700 millions de dollars; et